

# Wilmar International et ses financiers

## Engagements et contradictions

FICHE | MAI 2013



**Les Amis  
de la Terre  
International**

**mobiliser, résister, transformer**

**Wilmar International<sup>1</sup> (« Wilmar »), cotée à la bourse de Singapour, est active dans la culture des palmiers à huile, la transformation et la commercialisation de divers types d'huiles comestibles et la fabrication de biodiesel. La société est l'un des premiers propriétaires de plantations de palmiers à huile et le premier raffineur d'huile de palme d'Indonésie et de Malaisie.<sup>2</sup> En juin 2007, Wilmar International a réalisé une fusion majeure avec les activités huile de palme et huiles comestibles du Groupe Kuok.<sup>3</sup> Les principaux actionnaires de la société sont, entre autres, Kuok Khoon Hong, Robert Kuok et Martua Sitorus.<sup>4</sup>**

En 2012, le chiffre d'affaires de Wilmar International s'élevait à 34,5 milliards d'euros, pour un bénéfice net de 1 milliard d'euros.<sup>5</sup> En décembre 2012, la société détenait 255 648 hectares de plantations de palmiers à huile, dont 73 % en Indonésie, 23 % en Malaisie orientale et 4 % en Afrique.<sup>6</sup> Au terme de l'année 2008, la superficie détenue par la société était de 223 000 hectares, soit une augmentation de près de 14 % dans des zones terrestres en quatre ans.<sup>7</sup> En 2012, Wilmar International et ses diverses filiales exploitaient 97 raffineries d'huile de palme et d'huile laurique, dont 48 en Chine, 25 en Indonésie et 13 en Malaisie. La capacité totale de raffinage d'huile de palme et d'huiles mixtes de la société s'élève à 25 millions de tonnes par an.<sup>8</sup>

### **Wilmar est la société mondiale la moins durable**

En 2011 et 2012, Newsweek a attribué à Wilmar le statut de pire société au monde en termes de performances environnementales (la dernière des 500 plus grandes sociétés cotées en bourse au monde).<sup>9,10</sup>

### **1. Stratégie de Responsabilité sociale de l'entreprise (RSE)**

Wilmar a élaboré une stratégie de RSE, qui souligne son engagement en faveur d'une croissance et d'un développement durables ainsi que le rôle de Wilmar en sa qualité d'entreprise citoyenne responsable. Dans sa stratégie, Wilmar affirme en outre avoir adopté une approche de gestion de la plantation responsable qui permet à la société d'accroître la biodiversité, sans compromettre les rendements ou la rentabilité de la plantation. Plus remarquable encore, Wilmar affirme son intention d'engager les parties prenantes dans le processus en écoutant leurs préoccupations et en y apportant des solutions dans les décisions d'entreprise et en mettant au point des collaborations stratégiques avec les parties prenantes.

# Wilmar International et ses financiers

## 2. Les financiers

Les actionnaires et les banques sont les principales parties prenantes de Wilmar International. À la fin de l'année 2012, les actionnaires apportaient 34,2 % des actifs et les banques 52,4 %, en grande partie sous la forme de prêts à court terme.

Les institutions financières européennes et américaines possèdent ou gèrent 4 % des actions en circulation de Wilmar International, pour une valeur de 621 millions d'euros. Les fonds de pension détiennent 55 millions d'euros des actions de Wilmar International.

### 2.1 Politiques d'investissement durables des investisseurs

Nombreux sont les investisseurs qui ont adopté des normes ESG (Environnementales, sociales et de gouvernance). Certains demandent aux sociétés dans lesquelles ils investissent qu'elles appliquent les principes du Pacte mondial des Nations Unies, tandis que d'autres exigent des sociétés qu'elles respectent les

Principes directeurs de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique ou les critères de la RSPO. Certains investisseurs, par exemple Rabobank, ont développé leurs propres politiques d'investissement dans le secteur de l'huile de palme. Toutes ces politiques imposent aux sociétés qu'elles protègent les forêts naturelles et respectent les lois nationales en matière de droits fonciers et d'environnement.

### 2.2 Les financiers au sein de l'UE :

Les Amis de la Terre a mandaté l'agence de recherche financière Profundo pour qu'elle réalise un rapport sur les investisseurs qui soutiennent Wilmar International. Les investisseurs européens, entre autres des fonds de pension et des banques, ont été contactés pour savoir dans quelle mesure leurs politiques ESG s'accroissent des cas d'accaparement des terres les plus récents impliquant Wilmar.

**Tableau 1. Principaux financiers européens et américains de Wilmar International depuis juillet 2009**

Institution financière	Pays	Valeur des actions (€ mln)	Souscripteur d'obligations (€ mln)	Prêteur de crédits bancaires (€ mln)
ABP	Pays-Bas	7		
Amundi (70% owned by Crédit Agricole and 30% by Société Générale)	France	13.04		
Barclays	Royaume-Uni			102
BlackRock	États-Unis	87.41		
BNP Paribas	France			241
Caisse de Depot et Placement du Quebec	Canada	7.72		
CalPERS	États-Unis	19.3		
Capital Group International	États-Unis	30.81		
Citigroup	États-Unis			139
Crédit Agricole	France			73
Deutsche Bank	Allemagne	2		24
Fidelity Investments	États-Unis	21.74		
HSBC	Royaume-Uni	4	64	921
ING	Pays-Bas	8.48		81
J.P. Morgan	États-Unis	18.59		
KBC Group	Belgique			43
Massachusetts Mutual	États-Unis	17.56		
Northern Trust Corporation	États-Unis	6.60		
Pensioenfond Zorg en Welzijn	Pays-Bas	7		
Pictet & Cie	Suisse	6.86		
Rabobank	Pays-Bas			222
Schroders	Royaume-Uni	14.71		
State Street Corporation	États-Unis	13.12		
TIAA-CREF	États-Unis	10.86		
Van Eck Global	États-Unis	207.38		
Vanguard Group	États-Unis	41.30		

Source: Profundo Research & Advice (2013).

## Pays-Bas

**Fonds de pension PfZW** : cherche à investir dans des sociétés qui tiennent compte des facteurs ESG. PfZW applique les principes du Pacte mondial des Nations Unies pour passer au crible les entreprises dans lesquelles il est susceptible d'investir. Dans sa brochure sur l'investissement responsable, le fonds de pension indique qu'il souhaite que les sociétés dans lesquelles il investit tiennent compte des personnes et de l'environnement. Après avoir été contacté par FoE, PfZW a fait part de ses préoccupations quant aux activités de Wilmar et au dialogue permanent qu'il mène avec la société. Aux Pays-Bas, PfZW détient des actions pour une valeur de 7 millions d'euros.

**Fonds de pension ABP** : la politique d'investissement durable d'ABP s'appuie sur les principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales. Le point de départ est que toutes les sociétés dans lesquelles ABP investit respectent les principes définis dans le Pacte mondial des Nations Unies. ABP a indiqué à FoE qu'elle mène un dialogue avec Wilmar au sujet de son approche et de ses pratiques en matière de durabilité. Wilmar a communiqué à ABP des informations au sujet des cas au Nigéria et en Ouganda. Sur la base de ces informations, ABP estime que l'approche de la société est efficace. ABP détient des actions Wilmar d'une valeur totale de 7 millions d'euros.

**ING** applique une politique sociale et environnementale spécifique aux sociétés actives dans le secteur forestier et des matières premières agricoles. ING exige des sociétés dans lesquelles elle investit qu'elles apportent la preuve qu'elles respectent les réglementations sociales et environnementales, qu'elles tendent à mettre en œuvre les critères de la RSPO et qu'elles appliquent les principes du Consentement préalable, libre et éclairé. Après avoir été contactée par les Amis de la Terre Europe et les Amis de la Terre Pays-Bas, ING a informé FoE qu'elle avait contacté Wilmar. L'assemblée des actionnaires d'ING s'est tenue le 13 mai 2013. ING détient des actions d'une valeur totale de 8,48 millions d'euros et elle a accordé un prêt de 81 millions d'euros depuis 2009.<sup>11</sup>

**Rabobank**. Milieudéfensie/FoE Netherlands ont régulièrement mené campagne contre Rabobank, car elle accorde des prêts à des sociétés impliquées dans des violations des droits environnementaux et des droits de l'homme. Rabobank a développé une politique sectorielle en matière d'huile de palme dans laquelle elle demande aux sociétés dans lesquelles elle investit de s'engager à obtenir la certification RSPO. Tant que ce n'est pas le cas, les sociétés doivent être à même de prouver qu'il n'existe pas de conflits avec les communautés locales à propos des droits fonciers et elles doivent appliquer les principes du Consentement préalable, libre et éclairé.

En réponse à FoE, la banque a indiqué que l'engagement est important et qu'habituellement, elle utilise les informations qui lui sont communiquées par les parties prenantes.

Rabobank a accordé des prêts d'une valeur totale de 222 millions d'euros depuis 2009.<sup>12, 13, 14, 15</sup>

## France

**Crédit Agricole S.A. (CASA)** est le second groupe de banque de détail d'Europe. Sa filiale chargée de la gestion des actifs est Amundi. Amundi est détenue à 75 % par le Crédit Agricole S.A. et à 25 % par la Société Générale. Le Crédit Agricole est membre du Pacte mondial des Nations Unies. Le Crédit Agricole n'a pas répondu aux questions de FoE à propos de ses investissements dans Wilmar. Le Crédit Agricole a octroyé des prêts d'une valeur totale de 73 millions d'euro depuis 2009.<sup>16, 17</sup>

**Société Générale S.A.** est la société mère de Lyxor Asset Management, société d'investissement basée en France. La Société Générale détient également une participation de 25 % dans Amundi. La Société Générale a adopté et soutient plusieurs initiatives volontaires de meilleures pratiques telles que le Pacte mondial des Nations Unies. La Société Générale n'a pas répondu aux questions de FoE à propos de ses investissements dans Wilmar. Amundi (détenue à 70 % par le Crédit Agricole et à 30 % par la Société Générale) détient des actions pour une valeur totale de 13 millions d'euros.

**BNP Paribas** dispose d'une politique sectorielle consacrée à l'huile de palme. Cette politique est applicable à toutes les activités de BNP Paribas, y compris les prêts, et aux sociétés directement impliquées dans les chaînes de valeur de l'huile de palme.

BNP Paribas encourage les sociétés actives dans le secteur de l'huile de palme à devenir membres de la RSPO et elle exige qu'elles respectent la législation sociale et environnementale existante. Les sociétés ne doivent en outre pas développer de nouvelle plantation sur des terres précédemment détenues ou occupées par des communautés locales sans avoir mené un processus de consultation adéquat et avoir conclu un accord de compensation acceptable. En réponse aux questions de FoE, BNP Paribas a indiqué être engagée aux côtés de Wilmar depuis le début de l'année 2012, sur la base de leur politique en matière d'huile de palme. BNP Paribas est d'avis que Wilmar consacre énormément d'énergie et d'efforts à l'amélioration de la durabilité de ses plantations, tout particulièrement en ce qui concerne les politiques sociales (avec le Consentement préalable, libre et éclairé- des communautés locales).

Depuis 2009, BNP Paribas a accordé des prêts pour une valeur totale de 241 millions d'euros.<sup>18, 19, 20, 21</sup>

## Royaume-Uni

**HSBC** détient des actions pour une valeur totale de 4 millions d'euros. Depuis 2009, HSBC a accordé des prêts d'une valeur totale de 921 millions d'euros.<sup>22, 23, 24, 25, 26, 27</sup>

Depuis 2009, **Barclays** a accordé des prêts d'une valeur totale de 102 millions d'euros.<sup>28, 29</sup>

# Wilmar International et ses financiers

HSBC est signataire du Pacte mondial des Nations Unies qui s'engage à lutter contre la corruption sous toutes ses formes, à soutenir une approche conservatoire aux défis environnementaux, à promouvoir la responsabilité environnementale et le respect accru des droits de l'homme et des droits indigènes. La banque signe et promeut les Principes de l'Équateur qui visent à gérer le risque environnemental et social dans les prêts et le financement des entreprises. HSBC pratique également une politique sectorielle en matière de produits issus des terres forestières et des forêts, qui impose que les activités financées doivent « minimiser les dommages aux écosystèmes, maintenir la productivité de la forêt, garantir la santé et la vitalité de l'écosystème, sauvegarder les droits traditionnels et coutumiers des communautés qui habitent dans les forêts. »<sup>30</sup>

Barclays a également signé les Principes de l'Équateur. Elle affirme « agir dans le respect de la Déclaration universelle des droits de l'homme et tenir compte des autres normes des droits de l'homme acceptées au niveau international. » Dans sa politique environnementale, la banque vise à respecter toutes les législations nationales et à réduire l'utilisation et la pollution des ressources naturelles.<sup>31</sup>

## Allemagne

Les critères d'évaluation de la **Deutsche Bank** sont des normes mondiales telles que les critères de l'OCDE et le Pacte mondial des Nations Unies. Deutsche Bank déclare qu'avant de prendre une décision sur un investissement, elle réalise divers tests liés aux ESG. La Deutsche Bank est membre du Pacte mondial depuis 2000. La Deutsche Bank a expliqué à FoE que, dans la mesure où sa participation est inférieure à 0,2 % des fonds propres, le gestionnaire d'actifs ne s'engage pas avec des sociétés du fait de leur influence limitée.

La Deutsche Bank détient des actions pour une valeur de 2 millions d'euros et elle a accordé des prêts d'une valeur totale de 24 millions d'euros depuis 2009.<sup>32</sup>

### 2.3 Même viande, sauce différente

En dépit de sa politique de RSE, Wilmar continue de s'impliquer dans des conflits, tant dans ses propres plantations que dans celles de ses filiales. Le rapport de durabilité de Wilmar (2011)<sup>33</sup> invoque des conflits auxquels Wilmar et ses filiales continuent d'être confrontés :

*« Dans la poursuite de ces idéaux, nous respectons et maintenons les principes des droits de l'Homme sur la base du concept du consentement préalable, libre et éclairé. Plus particulièrement, après l'expérience que nous avons connue dans l'ouest du Kalimantan, nous avons appris à traiter les conflits fonciers en incluant le recours à des tiers indépendants pour garantir un processus équitable et nous avons aussi renforcé et affiné notre*

*mécanisme de réclamation et nos procédures de contrôle et de documentation. Plus important encore, nous avons adopté une attitude proactive dans notre engagement auprès des communautés locales.*

*Pourtant, ces deux dernières années ont montré qu'il existe toujours des possibilités de s'améliorer. Nous sommes conscients d'avoir parfois géré les symptômes plutôt que d'avoir traité les causes fondamentales d'un problème, qui est en soi une réflexion que les processus de réclamation et de médiation accaparent des ressources importantes, tant au niveau opérationnel que du management. L'expérience nous rappelle que la durabilité est un long périple. »*

La production d'huile de palme par Wilmar et ses filiales cause en effet de nombreux problèmes. Les ONG et les communautés locales ont déposé des plaintes auprès de nombreux forums, comme mentionné ci-dessous.

## La Société financière internationale (SFI)

Le Compliance Advisor Ombudsman (CAO) du SFI traite les plaintes introduites contre des projets financés à l'aide de prêts octroyés par la Banque mondiale. Depuis 2007, trois plaintes ont été déposées contre les activités de Wilmar en Indonésie et dans la région du Kalimantan de l'ouest pour le déboisement de terres sans l'approbation de la communauté concernée, l'obtention des permis requis par la législation ou la réalisation de processus d'évaluation d'impact sur l'environnement (EIE). De plus, des plaintes ont été déposées sur la base de violations des lois et réglementations nationales et des principes de la Table ronde pour l'Huile de Palme durable (RSPO). La plainte la plus récente, qui a été déposée en 2011, mettait en avant le fait que Wilmar avait fait appel aux forces gouvernementales pour démanteler l'implantation d'une communauté sur une terre objet d'un litige et que les actions de la société étaient contraires aux Normes de performance du SFI. Dans certains cas, les plaintes ont été traitées à la satisfaction des deux parties, avec un contrôle de l'avancement en cours. Dans d'autres cas, bien que la médiation se poursuive, les membres de la communauté des différentes zones d'Indonésie attendent toujours la résolution du conflit qui les oppose à Wilmar. Ces plaintes ont été déposées par divers groupes communautaires et par des ONG locales et internationales, dont Friends of the Earth Netherlands/Milieudefensie, Forest Peoples Programme et Sawit Watch, Setara, Lembaga Gemawan and Kontak Rakyat Borneo.

## Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO)

Plusieurs plaintes ont été déposées auprès de la RSPO (dont Wilmar est membre), tant en Indonésie qu'au Nigeria.

## Indonésie

En février 2013, Friends of Borneo, SAVE Wildlife Conservation Fund, Jakarta Animal Aid Network et d'autres ont déposé une plainte auprès de la RSPO.<sup>34</sup> Tous ont affirmé que la société PT Mekar Bumi Andalas, une filiale de Wilmar, a violé les principes et critères de la RSPO en construisant une unité de transformation d'huile de palme brute. La société n'a pas fourni d'informations adéquates aux parties prenantes ; elle n'a pas respecté l'ensemble des lois et réglementations locales, nationales et internationales pertinentes ; elle n'a pas atténué les impacts environnementaux du développement ; et elle a violé certaines parties du Code de conduite de la RSPO. Cette société, ainsi que d'autres membres de la RSPO actives dans cette zone, empiètent sur des terres considérées comme Forêts à haute valeur de conservation et elles construisent des gares d'expédition d'huile de palme brute à Balikpapan Bay, qui dispose d'un accès à des routes d'expédition maritime. Balikpapan Bay abrite l'une des cinq plus grandes populations connues de singes nasiques, qui vivent dans la mangrove mais dépendent de corridors vers la forêt de terre sèche pour se procurer de la nourriture. Ces développements ont également une incidence sur les dauphins de l'Irrawaddy, les dugongs, les tortues vertes, un récif de corail unique et des prés sous-marins à proximité de l'estuaire de Sungai Berenga.<sup>35</sup>

## Nigéria

Wilmar International étend ses activités dans l'État de Cross River dans le sud-est du Nigéria. Dans une plainte formelle déposée à la RSPO<sup>36</sup> par l'ONG nigériane Rainforest Resource and Development Centre (RRDC), Wilmar est accusée de ne pas avoir su conclure d'accord avec les propriétaires communautaires, d'un manque d'engagement en faveur de la transparence et d'acquisition illégale de terres louées aux fermiers. RRDC prétend également que Wilmar n'a pas su tenir compte des communautés de migrants et, plus important, qu'elle n'a pas respecté la législation et les réglementations. Dans ce cas, Wilmar a illégalement acquis de grandes parcelles de forêt appartenant à des communautés indigènes, violant ainsi les dispositions de la loi du Nigéria sur l'utilisation des terres No. 6 de 1978.<sup>37</sup> Aucune étude d'impact sur l'environnement (EIE) n'a été menée sur les concessions accordées à Wilmar, alors que cette dernière a déjà déboisé et passé plusieurs milliers d'hectares de terre au bulldozer, en violation de la loi EIE CAP E12.<sup>38</sup> Par ses actions, elle viole également le Principe 2 et le Critère 2 de la RSPO, relatifs à la conformité à la législation et aux réglementations applicables. La RSPO a reconnu que la plainte était fondée et a demandé à Wilmar de cesser tous les travaux jusqu'à ce que la plainte ait été tranchée.

RRDC accuse également Wilmar d'acquérir des terres qui empiètent sur de vastes portions du Parc national de Cross River (PNCR) et la réserve de la forêt d'Ekinta. Les zones de terre

concernées sont la Plantation Ibad de Wilmar (7 805 hectares), la Plantation Oban (2 986 hectares) et la Plantation de Kwa Falls (2 014 hectares). 40 % de la zone de la Plantation Ibad se trouve dans la réserve forestière d'Ekinta, et 44 % de la zone de la Plantation Oban se trouve dans le Parc national de Cross River. RRDC affirme que tant que les concessions constituent un empiètement sur le Parc national de Cross River et la réserve forestière d'Ekinta, tous les accords sont nuls et non avenus. La réserve forestière d'Ekinta n'a jamais été départie de son statut de réserve en vertu des lois de l'État nigérian de Cross River, raison pour laquelle RRDC insiste sur le fait que les transactions effectuées par Wilmar dans ces concessions sont totalement illégales. Plus important encore, RRDC dénonce le développement par Wilmar de la Plantation d'Ibad comme étant illégal puisque les droits de la propriété sur les terres sur lesquelles elle se situe sont entachés par des problèmes de propriété. Il s'agit d'une violation au Principe 2, Critère 2.2 de la RSPO.

RRDC affirme que Wilmar ne respecte pas les lois du Nigéria, de sorte qu'elle commet des infractions aux droits de l'Homme, provoque des destructions environnementales, se rend coupable de fraude, de nombreux litiges pour accaparement de terres, de destruction culturelle et de conflits, de corruption et elle constitue une menace pour l'avenir et la survie des détenteurs des ressources indigènes. C'est pourquoi RRDC estime que, jusqu'à ce que Wilmar soit à même de respecter les exigences légales de la République fédérale du Nigéria, les transactions foncières relatives à son projet dans l'État nigérian de Cross River sont illégales. Partant de cette conclusion, RRDC a récemment intenté une action en justice devant la Haute cour fédérale du Nigéria contre le projet de Wilmar.

## 2.4 Désengagement de Wilmar par le Fonds de pension gouvernemental-Étranger (GPF) norvégien

En 2012, le Fonds de pension gouvernemental-Étranger (GPF) norvégien s'est désengagé de Wilmar, mais aussi de 22 autres sociétés actives dans le secteur de l'huile de palme. GPF estimait en effet que ces sociétés produisent de l'huile de palme non durable.<sup>39</sup>

### Violations des lois nationales en Ouganda

En Ouganda, l'expansion des plantations de palmiers à huile de Wilmar est contraire à plusieurs lois foncières nationales, plus particulièrement : i) Article 26(2)(a) de la Constitution qui interdit l'acquisition obligatoire de terres ; ii) la loi sur l'acquisition des terres qui impose des procédures de compensation en cas d'acquisition de terres par le gouvernement ; et iii) la loi nationale sur l'environnement de 1988, qui est violée dans la mesure où le projet ne respecte pas une zone tampon de 200 mètres entre la plantation et le Lac Victoria.

- 1 <http://www.wilmar-international.com/>
- 2 Wilmar International, "Corporate Profile", *Website Wilmar International* ([www.wilmarinternational.com/about\\_index.htm](http://www.wilmarinternational.com/about_index.htm)), consulté en mars 2013.
- 3 Wilmar International, "Annual Report 2007", *Wilmar International*, avril 2008; Wilmar International, "Announcement", *Wilmar International*, 28 juin 2007.
- 4 [http://en.wikipedia.org/wiki/List\\_of\\_South\\_East\\_Asian\\_people\\_by\\_net\\_worth](http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_South_East_Asian_people_by_net_worth)
- 5 Wilmar International, "Annual Report 2012", *Wilmar International*, avril 2013.
- 6 Wilmar International, "Annual Report 2012", *Wilmar International*, avril 2013.
- 7 Wilmar International, "Annual Report 2008", *Wilmar International*, mars 2009.
- 8 Physical Progress Report for Buwuma District Palm Development Project, 2012
- 9 Newsweek (2012), "Green Rankings 2012: Green Companies", <http://www.thedailybeast.com/newsweek/2012/10/22/newsweek-green-rankings-2012-global-500-list.html>
- 10 <http://www.thedailybeast.com/newsweek/features/green-rankings/2011/international.html>
- 11 En juin 2010, Wii Pte, filiale entièrement détenue par Wilmar International, a obtenu une facilité de crédit de 325 millions d'euros sur un an auprès d'un syndicat composé des quatre banques. Elle a été utilisée dans le cadre des exigences de capital d'exploitation et à des fins de refinancement. ING a participé pour un montant total de 81 millions d'euros.
- 12 En juin 2010, Wii Pte, filiale entièrement détenue par Wilmar International, a obtenu une facilité de crédit de 400 millions d'USD (325 millions d'euros) sur un an auprès d'un syndicat composé des quatre banques. Elle a été utilisée dans le cadre des exigences de capital d'exploitation et à des fins de refinancement. Rabobank a participé à concurrence de 81 millions d'euros.
- 13 En novembre 2010, Wilmar a obtenu une facilité de crédit. Le produit de cette facilité de crédit a été utilisé pour financer l'acquisition d'une société australienne productrice de sucre, Sucrogen, pour l'objet social général et pour répondre aux exigences en termes de capital d'exploitation. Rabobank a participé à concurrence de 82 millions d'euros.
- 14 En octobre 2011, Wilmar International a obtenu une facilité de crédit de 500 millions d'USD (370 millions d'euros) sur un an auprès d'un syndicat de banques. Ce contrat est un amendement à la tranche de 300 millions d'USD du prêt octroyé en novembre 2010. Ces fonds ont également été affectés au refinancement de la société. Rabobank a participé à concurrence de 20 millions d'euros.
- 15 En octobre 2012, Wealth Anchor Pte, filiale entièrement détenue par Wilmar International (appelée Wilmar Sugar Holdings Pte (WSH) depuis janvier 2013) 36, a obtenu une facilité de crédit renouvelable d'un montant de 837,16 millions d'USD (646 millions d'euros) auprès d'un syndicat de banques. Il s'agit d'une extension de plusieurs tranches de la facilité existante de novembre 2010 en relation avec l'acquisition de Sucrogen. Rabobank a participé à concurrence de 39 millions d'euros.
- 16 En juin 2011, Wii Pte Ltd, filiale entièrement détenue par Wilmar International, a obtenu une facilité de crédit de 1 123 millions d'euros auprès d'un syndicat de banques. Le produit de cette facilité a été utilisé dans le cadre de l'objet social général et pour répondre aux exigences en termes de capital d'exploitation. Le Crédit Agricole a participé à concurrence d'un montant total de 35 millions d'euros.
- 17 En mars 2012, Wii Pte, filiale entièrement détenue par Wilmar International, a obtenu une facilité de crédit de 492 millions d'euros sur un an auprès d'un syndicat de banques. Cette facilité modifiait et étendait la tranche de un an du prêt obtenu en juin 2011. Le Crédit Agricole a participé à concurrence d'un montant total de 38 millions d'euros.
- 18 En novembre 2010 Wilmar a obtenu une facilité de crédit. Le produit de cette facilité de crédit a été utilisé pour financer l'acquisition d'une société australienne productrice de sucre, Sucrogen, pour l'objet social général et pour répondre aux exigences en termes de capital d'exploitation. BNP Paribas a participé à concurrence d'un montant total de 82 millions d'euros.
- 19 En juin 2011, Wii Pte Ltd, filiale entièrement détenue par Wilmar International, a obtenu une facilité de crédit de 1 123 millions d'euros auprès d'un syndicat de banques. Le produit de cette facilité a été utilisé dans le cadre de l'objet social général et pour répondre aux exigences en termes de capital d'exploitation. BNP Paribas a participé à concurrence d'un montant total de 105 millions d'euros.
- 20 En octobre 2011, Wilmar International a obtenu une facilité de crédit de 500 millions d'USD (370 millions d'euros) sur un an auprès d'un syndicat de banques. Ce contrat est un amendement à la tranche de 300 millions d'USD du prêt octroyé en novembre 2010. Ces fonds ont également été affectés au refinancement de la société. BNP Paribas a participé à concurrence d'un montant total de 20 millions d'euros.
- 21 En mars 2012, Wii Pte, filiale entièrement détenue par Wilmar International, a obtenu une facilité de crédit de 492 millions d'euros sur un an auprès d'un syndicat de banques. Cette facilité modifiait et étendait la tranche de un an du prêt obtenu en juin 2011. BNP Paribas a participé à concurrence d'un montant total de 34 millions d'euros.
- 22 En janvier 2012, Wilmar International a émis de nouvelles obligations d'une valeur totale de 212,5 millions d'euros. Le produit de cette émission a été consacré à l'objet social général. HSBC a participé pour un montant total de 64 millions d'euros.
- 23 En novembre 2010 Wilmar a obtenu une facilité de crédit. Le produit de cette facilité de crédit a été utilisé pour financer l'acquisition d'une société australienne productrice de sucre, Sucrogen, pour l'objet social général et pour répondre aux exigences en termes de capital d'exploitation. HSBC a participé pour un montant total de 273 millions d'euros.
- 24 En juin 2011, Wii Pte Ltd, filiale entièrement détenue par Wilmar International, a obtenu une facilité de crédit de 1 123 millions d'euros auprès d'un syndicat de banques. Le produit de cette facilité a été utilisé dans le cadre de l'objet social général et pour répondre aux exigences en termes de capital d'exploitation. HSBC a participé pour un montant total de 105 millions d'euros.
- 25 En octobre 2011, Wilmar International a obtenu une facilité de crédit de 500 millions d'USD (370 millions d'euros) sur un an auprès d'un syndicat de banques. Ce contrat est un amendement à la tranche de 300 millions d'USD du prêt octroyé en novembre 2010. Ces fonds ont également été affectés au refinancement de la société. HSBC a participé pour un montant total de 148 millions d'euros.
- 26 En mars 2012, Wii Pte, filiale entièrement détenue par Wilmar International, a obtenu une facilité de crédit de 492 millions d'euros sur un an auprès d'un syndicat de banques. Cette facilité modifiait et étendait la tranche de un an du prêt obtenu en juin 2011. HSBC a participé pour un montant total de 72 millions d'euros.
- 27 En octobre 2012, Wealth Anchor Pte, filiale entièrement détenue par Wilmar International (appelée Wilmar Sugar Holdings Pte (WSH) depuis janvier 2013) 36, a obtenu une facilité de crédit renouvelable d'un montant de 837,16 millions d'USD (646 millions d'euros) auprès d'un syndicat de banques. Il s'agit d'une extension de plusieurs tranches de la facilité existante de novembre 2010 en relation avec l'acquisition de Sucrogen. HSBC a participé pour un montant total de 259 millions d'euros.
- 28 En novembre 2010, Wilmar a obtenu une facilité de crédit. Le produit de cette facilité de crédit a été utilisé pour financer l'acquisition d'une société australienne productrice de sucre, Sucrogen, pour l'objet social général et pour répondre aux exigences en termes de capital d'exploitation. Barclays a participé pour un montant total de 82 millions d'euros.
- 29 En octobre 2011, Wilmar International a obtenu une facilité de crédit de 500 millions d'USD (370 millions d'euros) sur un an auprès d'un syndicat de banques. Ce contrat est un amendement à la tranche de 300 millions d'USD du prêt octroyé en novembre 2010. Ces fonds ont également été affectés au refinancement de la société Barclays a participé pour un montant total de 20 millions d'euros.
- 30 <http://www.hsbc.com/citizenship/sustainability/sustainability-risk/equator-principles-and-sector-policies>
- 31 <http://group.barclays.com/Satellite?blobcol=urldata&blobheader=application%2Fpdf&blobheadername1=Content-Disposition&blobheadername2=MDT-Type&blobheadervalue1=inline%3B+filename%3DBarclays-Environmental-Sustainability-policy.pdf&blobheadervalue2=abinary%3B+charset%3DUTF-8&blobkey=id&blobtable=MungoBlobs&blobwhere=1330694544981&ssbinary=true>
- 32 En juin 2011, Wii Pte Ltd, filiale entièrement détenue par Wilmar International, a obtenu une facilité de crédit de 1 123 millions d'euros auprès d'un syndicat de banques. Le produit de cette facilité a été utilisé dans le cadre de l'objet social général et pour répondre aux exigences en termes de capital d'exploitation. Deutsche Bank a participé pour un montant total de 24 millions d'euros.
- 33 Wilmar International (2011), "Staying the Course through Challenging Times", Wilmar Annual Sustainability Report, [http://www.wilmar-international.com/wp-content/uploads/2012/11/Wilmar\\_SR2011.pdf](http://www.wilmar-international.com/wp-content/uploads/2012/11/Wilmar_SR2011.pdf)
- 34 Roundtable on Sustainable Palm Oil (2013), "Complaint on : PT Mekar Bumi Andalas (a subsidiary of RSPO member Wilmar International Limited)", Complaints, [http://www.rspo.org/en/status\\_of\\_complaint&cpid=25](http://www.rspo.org/en/status_of_complaint&cpid=25)
- 35 Jakartass (2013), "Destruction of Balikpapan Bay Continues", <http://jakartass.net/2013/02/destruction-of-balikpapan-bay-continues/>
- 36 <http://www.forestpeoples.org/sites/fpp/files/news/2012/11/NGO%20Complaint%20to%20RSPO%20about%20Wilmar%20NPP%20in%20Nigeria.pdf>
- 37 Lois de la République Fédérale du Nigéria (LFRN)
- 38 Ibid.
- 39 Lang, Chris (2013), "Norway's Sovereign Wealth Fund divests from 23 palm oil companies", REDD-Monitor, <http://www.redd-monitor.org/2013/03/13/norways-sovereign-wealth-fund-divests-from-23-palm-oil-companies/>

Gauche : Immelda Nabirimu des fermes du village de Buswa qui comptent 2,5 hectares de patates douces, de cassaves, de bananes, d'ignames et possèdent des chèvres. Son mari est ouvrier chez BIDCO, la société qui détient la plantation. Ils ont neuf enfants.

La famille a été menacée par des représentants de BIDCO qui affirment que les terres leur appartiennent et qui souhaitent qu'elle s'en aille.

Droite : John Zziwa est un fermier du village de Njoga, entouré par des plantations de palmiers. Les voisins de John (Epson et Rosemary) ont rejoint le programme de la plantation et ils ont planté plus de quarante hectares de palmiers. Pour rentrer chez lui, John ne traverse plus une forêt tropicale mais une plantation.



La présente publication est une réalisation conjointe des Amis de la Terre Europe (FoEE) et des Amis de la Terre International (FoEI).

**Les Amis de la Terre International** est une fédération internationale qui regroupe 75 organisations environnementales nationales et compte plus de 2 millions de membres et de sympathisants dans le monde entier. Nous mettons en cause le modèle économique actuel et la mondialisation des entreprises, tout en promouvant des solutions qui contribueront à créer des sociétés durables sur le plan environnemental et socialement justes.



Les Amis de la Terre reconnaît avoir bénéficié du soutien de l'Union européenne pour cette publication. Les Amis de la Terre est seule responsable du contenu de la présente publication et la Commission n'est en aucune façon responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations qui y sont contenues.

#### Les Amis de la Terre Europe

Mundo-b building, Rue d-Edimbourg 26,  
1050 Bruxelles, Belgique  
tél : +32 2 893 1000 fax : +32 2 893 1035  
[www.foeurope.org](http://www.foeurope.org)

#### Les Amis de la Terre International

P.O. Box 19199  
1000 GD Amsterdam, Pays-Bas  
tél : +31 20 622 1369 fax : +31 20 639 2181  
[www.foei.org](http://www.foei.org)